

Calendrier

Secrétariat de l'Union :

JEUDI 15 MAI A 14H

Commission Exécutive de l'Union :

JEUDI 22 MAI A 14H

Comité Confédéral National :

PARIS 9 ET 10 AVRIL

Formation syndicale :

Le calendrier 2025 est en ligne sur notre site ainsi que le formulaire d'inscription
www.fo94.fr.

Formations avec inscriptions toujours ouvertes : ●

Découverte-1^{er} niveau
du 12 au 16 mai 2025

complet convocations envoyées

du 15 au 19 septembre 2025

du 8 au 12 décembre 2025
(indispensable pour tout adhérent)

● **Fonctionnement du syndicat et communication**
du 2 au 6 juin 2025
(indispensable pour les membres des bureaux)
complet

● **Formation CSE** du 27 au 31 octobre 2025

● **Formation SSCT** du 3 au 7 novembre 2025

Vie des syndicats de l'UD :

AG Commerce 94 :
vendredi 11 avril 9h30

AG DGFIP 94 :
vendredi 11 avril 9h

AG SNUDI 94 :
jeudi 5 juin 9h

SOMMAIRE

P 1 Mesure de l'audience syndicale (représentativité) – cycle 2021-2024

P 2 Communiqué commun des UD FO et CGT du Val-de-Marne

P 3 L'exécutif parisien renonce au projet d'amputer la bourse du travail

P 4 Hommages à Mohamed BADI et à Marie-Christine GRAMAGLIA

MESURE DE L'AUDIENCE SYNDICALE CYCLE 2021-2024

La Direction générale du Travail (DGT), à l'occasion d'une réunion du Haut conseil du dialogue social (HCDS) en date du 8 avril 2025, a communiqué les résultats de l'audience des organisations syndicales sur le cycle 2021-2024.

Pour rappel, ces résultats sont issus de l'agrégation des résultats obtenus dans le cadre des élections CSE, de l'élection TPE et de l'élection chambres d'agriculture. L'audience de FO, au niveau national interprofessionnel en 2021, était de 15.24%. Elle passe en 2025, à 14.91%, en léger recul, mais nous consolidons notre troisième place.

Vous trouverez ci-dessous la présentation de ces résultats au niveau national interprofessionnel.

Organisations syndicales ayant recueillis une audience supérieure à 8%

	Audience 2021	Audience 2025	Poids pour la négociation
CFDT	26,79%	26,58%	30,83%
CGT	22,98%	22,21%	25,76%
FO	15,24%	14,91%	17,29%
CFE-CGC	11,90%	12,95%	15,02%
CFTC	9,50%	9,58%	11,10%

Organisations syndicales ayant recueillis une audience inférieure à 8%

	Audience 2021	Audience 2025
UNSA	5,98%	6,45%
SOLIDAIRES	3,66%	3,75%
Autres listes (<1%)	3,80%	3,43%

Communiqué commun des UD FO et CGT du Val-de-Marne

Suite à un échange de vues sur la situation lors d'une rencontre entre l'UD FO et l'UD CGT du Val-de-Marne, il a été décidé de publier une déclaration commune de nos deux UD intitulée « **Contre l'économie de guerre, pour l'abrogation de la réforme des retraites, l'heure est à l'action commune !** ». Ce communiqué des UD FO et CGT 94 se conclut par « **c'est sur cette base que nos UD participeront aux manifestations du 1^{er} mai** ». Lire P 2



**Communiqué commun
des Unions Départementales
CGT et FO du Val-de-Marne**



Contre l'économie de guerre, pour l'abrogation de la réforme des retraites, l'heure est à l'action commune !

Pour les Unions Départementales CGT et Force ouvrière du Val-de-Marne, la politique menée par le gouvernement Macron-Bayrou remet en cause systématiquement les droits des travailleurs. Depuis l'annonce par Macron du passage de 50 à 100 milliards des crédits militaires, les coups contre les travailleurs s'accroissent dans tous les domaines. Il est clair que les milliards que le gouvernement veut dégager pour l'économie de guerre, ce sont autant de milliards qu'il tente de récupérer immédiatement par la remise en cause des droits des salariés, retraités, chômeurs, des services publics, des écoles, des hôpitaux.

Les Unions Départementales CGT et Force ouvrière du Val-de-Marne, s'opposent à toute intégration des organisations syndicales de salariés dans une économie de guerre, synonyme de renoncement et d'abandon des revendications des travailleurs. A l'opposé elles réaffirment leur exigence de paix, de cessez-le-feu immédiat, leur opposition à tout envoi de troupes françaises qu'elle qu'en soit la forme (OTAN, ONU, ...). Elles revendiquent que l'ensemble des crédits affectés à la guerre soient totalement réquisitionnés pour être affectés à la satisfaction des besoins sociaux, aux hôpitaux, aux écoles, aux services publics...

Les Unions Départementales CGT et Force ouvrière du Val-de-Marne se félicitent de la sortie de nos deux confédérations FO et CGT du conclave ; conclave qui était un piège visant à faire valider par les organisations syndicales la réforme des retraites de 2023 rejetée massivement par les salariés. Il est clair que le gouvernement voudrait poursuivre la réforme des retraites avec le patronat en ouvrant la voie à la capitalisation, en s'en prenant aux régimes particuliers, comme ceux des fonctionnaires, en remettant à l'ordre du jour la mise en place d'un régime unique par points et plus largement en lançant une offensive contre la protection sociale dont la Sécurité Sociale de 1945.

Pour nos Unions Départementales, face à cette offensive contre les droits des travailleurs la voie est celle de l'unité des travailleurs et des confédérations syndicales, l'unité dans l'appel à la mobilisation, à la grève et à la manifestation qui permettra d'imposer le maintien de nos retraites, qu'aucun déficit ne menace, et plus généralement la satisfaction de toutes nos revendications, salaires, emplois, Sécurité sociale.

Pour nos Unions Départementales, il est clair que cette situation appelle maintenant à la préparation de la mobilisation dans l'unité des travailleurs et de leurs organisations, à la préparation de l'action commune des organisations syndicales contre l'économie de guerre, pour l'abrogation de la réforme des retraites, pour faire reculer le gouvernement sur tous ses plans de remise en cause des droits des salariés !

Pour notre part, au-delà de nos différences, nous y sommes prêts et nous considérons que c'est aujourd'hui l'attente des salariés qui dans de nombreux secteurs dans notre département se mobilisent depuis plusieurs semaines (grèves dans les hôpitaux du Kremlin Bicêtre, de Villeneuve-Saint-Georges, à la fondation Vallée à Gentilly, mobilisation contre les 138 fermetures de classes dans le Val-de-Marne, pour obtenir les remplacements des enseignants absents, des AESH, mobilisations contre les PSE à Sanofi, Franprix-Casino, grèves à France Travail contre la loi plein emploi, pour la prime de vie chère et des créations de postes...).

Aussi nous invitons nos structures syndicales respectives à diffuser et discuter cette déclaration commune et à prendre toutes les initiatives pour préparer à tous les niveaux l'action commune indispensable pour faire reculer le gouvernement.

C est sur cette base que nos UD participeront aux manifestations du 1er mai.

Créteil le 4 avril 2025

Pas touche aux locaux syndicaux !

La Mairie de Paris entendait récupérer une partie des locaux de la Bourse du Travail – le site de l'annexe Turbigo – au prétexte d'aménager des logements sociaux et un centre d'hébergement d'urgence, comme s'il n'y avait pas d'autre moyen que de s'en prendre aux locaux syndicaux.

Face à cette agression, l'intersyndicale parisienne unanime a multiplié les démarches, délégations, pétition, rassemblement pour faire entendre raison à la municipalité qui a fini par céder. Lire ci-dessous le communiqué de l'intersyndicale parisienne :



L'exécutif parisien renonce au projet d'amputer la Bourse du travail

Face à la levée de boucliers de l'intersyndicale parisienne (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA) unanime et déterminée, l'exécutif parisien a annoncé aujourd'hui renoncer au projet de transformer l'un des bâtiments de la Bourse du travail en logements sociaux.

Soutenues par des milliers de citoyens, par les associations de lutte contre le mal-logement et par de nombreux élus parisiens, les organisations syndicales parisiennes ont obtenu qu'un vœu actant la rénovation des locaux actuels de la bourse et la pérennité de leur destination soit adopté, avec l'appui de l'exécutif parisien.

L'intersyndicale remercie chaleureusement toutes celles et ceux qui se sont impliqués dans la défense de cet outil unique d'accueil des salariés, de formation et de mobilisation sociale. La Bourse est au cœur de l'exercice d'un contre-poids syndical, plus que jamais nécessaire.

Nous restons unis et déterminés pour que le vœu adopté aujourd'hui ne soit pas un vœu pieu, pour que la rénovation nécessaire de la Bourse du travail de Paris soit effective et sa pérennité réellement garantie, pour le bénéfice de toutes et tous.

Paris, le 9 avril 2025



ADIEU "MOMO"

Ce 7 mars dernier, notre camarade **Mohamed BADI** nous quittait après un long combat contre la maladie.

Mohamed est né le 23 mars 1972 à Meudon et a milité au sein de la branche Santé du Val-de-Marne, travaillant à la maison de retraite Hector Malot de Fontenay-sous-Bois devenue un Ephad par la suite.

Il fut membre de notre Commission Exécutive de l'Union Départementale de juin 2011 à juin 2019, durant deux mandatures au sein de l'interprofessionnel du Val-de-Marne.

Dans le même temps il prit la succession de Joël SAGET le 10 mai 2016 au sein du Groupement Départemental Santé 94 et occupa les fonctions de secrétaire adjoint en mars 2011, puis de secrétaire de l'Union Locale FO de Fontenay-sous-Bois depuis le 26 novembre 2019.

Hélas, malgré son combat, la maladie l'a emporté.

Nous garderons de Mohamed son combat syndical pour les personnels de la maison de retraite et plus globalement pour les personnels de santé du département. On se rappellera son accent et son franc parlé.

Une délégation de l'Union Départementale FO 94 lui a rendu un dernier témoignage de son engagement syndical en l'accompagnant au cimetière de Montreuil ce 11 mars 2025.

A Marie-Christine GRAMAGLIA

Le 26 mars 2025, ont eu lieu au crématorium d'Arcueil les obsèques de notre camarade Marie-Christine GRAMAGLIA. Elle est née le 12 mars 1953 et nous a quitté ce 17 mars 2025.

Elle a été une fervente animatrice et responsable du syndicat FO territoriaux de Thiais dans les années 2000, combattant haut et fort les arbitraires du maire de l'époque, tant dans la mobilisation des agents territoriaux que par les recours devant les tribunaux.

Un dernier hommage lui a été rendu avec une délégation du Groupement Départemental FO des services publics.